

30099



NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Cinquième réunion du Comité de l'information pour le
développement (CODI V)**

Discours de

**Monsieur Abdoulie Janneh
Secrétaire exécutif
de la
Commission économique pour l'Afrique**

1^{er} mai 2007

**Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs les experts,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

C'est un grand plaisir pour moi de vous accueillir à la cinquième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI). Ce plaisir est d'autant plus grand que c'est également la première fois que je participe à une réunion de ce comité en tant que Secrétaire exécutif de la CEA.

Au nom de la Commission économique pour l'Afrique, je remercie nos États membres, nos nombreux partenaires de développement et les gouvernements canadien, finlandais, coréen et néerlandais pour leur aide précieuse, apportée à un moment opportun dans l'organisation de nombreux aspects importants de cette réunion.

Permettez-moi de remercier les institutions des Nations Unies, en particulier l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui collaborent avec nous dans ce domaine.

Je voudrais également remercier le Président sortant de CODI IV, M. Ridha Guellouz de Tunisie, qui a dirigé avec maîtrise et compétence les travaux du Comité. Son exemple a eu pour effet de renforcer l'engagement des États membres en faveur de ce mécanisme intergouvernemental, comme l'atteste la présence massive d'experts ayant eux-mêmes financé leur participation.

Mesdames et Messieurs,

Depuis la dernière réunion du CODI tenue en mai 2005, des changements sont intervenus à la CEA. Pour contribuer plus efficacement aux efforts de développement de l'Afrique, la CEA doit se conformer davantage aux priorités du continent. C'est pourquoi nous avons dû repositionner la Commission et réaligner les priorités de notre programme sur celles de l'Union africaine et du NEPAD.

Nous avons donc basé nos programmes actuels sur deux grands piliers: *Promouvoir l'intégration régionale pour appuyer la vision et les priorités de l'Union africaine et répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique et relever les nouveaux défis mondiaux.*

Du fait du repositionnement, la Division des services de l'information pour le développement est devenue la Division des TIC, de la science et de la technologie (DTST). Cette reconfiguration a pour objectifs l'intensification du développement des TIC, de la participation à l'économie du savoir, ainsi que le renforcement des institutions, des centres d'excellence en science et technologie et de leur mise en réseau.

En conséquence, un nouveau comité technique dénommé comité de l'information pour le développement, la science et la technologie (CODIST) sera constitué et comprendra les sous-comités des TIC, de l'information géographique ainsi que de la science et de la technologie pour le développement. Ce comité remplacera le CODI et tiendra sa première réunion en 2009. Par ailleurs, une nouvelle division a été créée, le Centre africain pour la statistique, dans le but de renforcer les capacités statistiques des États membres en matière de planification de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de suivi des progrès

accomplis. La Commission africaine de statistique (StatCom-Afrique) sera donc le nouvel organe technique qui se réunira également tous les deux ans à partir de cette année.

La présente réunion du CODI examinera le mandat du CODIST et de StatCom-Afrique, les deux nouveaux organes. Permettez-moi à présent d'en venir à cette cinquième réunion du CODI sur le thème «L'emploi et l'économie du savoir en Afrique», qui cadre avec les conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI).

**Mesdames et Messieurs les experts,
Mesdames et Messieurs,**

Dans la société mondiale actuelle basée sur l'information, le succès économique repose de plus en plus sur l'utilisation effective d'actifs incorporels comme le savoir, les compétences et l'esprit d'innovation, en tant qu'éléments essentiels de l'avantage compétitif. L'économie mondiale du savoir est caractérisée par des industries à forte intensité de connaissances, qui produisent des biens et services pour tous les secteurs. Et comme les investissements en matière de savoir se caractérisent par des rendements croissants et non décroissants, ils constituent la clé de la croissance économique à long terme. C'est une donnée de base que l'Afrique ne peut ignorer.

Cependant, à mesure que le savoir envahit notre existence, pouvons-nous, en Afrique, dire que nous avons les compétences nécessaires pour l'exploiter et l'utiliser de manière efficace en vue de notre développement?

Comment pouvons-nous utiliser le savoir pour satisfaire les besoins les plus pressants dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'environnement et de l'économie? Avons-nous la base de compétences nécessaires, la main d'œuvre appropriée ce que l'on appelle aujourd'hui les travailleurs des métiers de l'information, qui pourra faire entrer le continent dans l'ère et l'économie du savoir?

**Mesdames et Messieurs les experts,
Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi de prendre quelques exemples pour illustrer l'importance et la signification croissantes de ce secteur.

En 2005, plus de 40% de la main-d'œuvre européenne était employée dans les industries fondées sur le savoir. En Suède, par exemple, cette proportion est de 54%, le Danemark, le Royaume-Uni et la Finlande suivant de près avec environ 50%.

Par ailleurs, l'emploi dans le secteur des services fondés sur le savoir a augmenté de 31% en Europe au cours de la même période, contre un peu moins de 14% pour les autres services. Les services fondés sur le savoir ont enregistré une augmentation colossale de leur part d'exportations au Royaume-Uni, de pratiquement 177% entre 1995 et 2005, contre une croissance de 52% pour les services non fondés sur le savoir.

À moins qu'elle examine et corrige la base de compétences et d'expertise dont elle dispose actuellement, l'Afrique risque de ne pas tirer parti de l'économie du savoir.

À titre de comparaison, les pays asiatiques ont pris des mesures énergiques dans ce sens pour recueillir les fruits de l'ère du savoir, qui a été le moteur de leur réussite économique.

Depuis 1999, les dépenses que la Chine consacre à la recherche-développement ont augmenté de plus de 20% par an. L'Inde produit maintenant près de 260 000 ingénieurs par an et le nombre de ses écoles techniques devrait doubler et passer à 1 000 d'ici à 2010.

Par ailleurs, la croissance du PIB de l'Inde est d'environ 6%, sous l'effet de nouvelles industries à forte intensité de savoir, en particulier les technologies de l'information et la délocalisation des processus de gestion, de plus en plus dans des domaines de la recherche-développement à forte valeur. On estime que pour cette année, les secteurs basés sur le savoir constitueront une activité exportatrice de 57 milliards de dollars, employant 4 millions de personnes et contribuant pour 7% au PIB de l'Inde.

En conséquence, la recherche-développement multinationale s'oriente de plus en plus vers les nouveaux centres du savoir que sont Shanghaï, Beijing, Hyderabad et Bangalore. Ces exemples soulignent la nature de l'économie du savoir, qui repose sur la spécialisation grâce à une division du travail marquée par une demande croissante de travailleurs hautement qualifiés, qui sont également fortement rémunérés.

Le danger ici est que l'Afrique risque de perdre sa main d'œuvre hautement qualifiée, via la fuite des cerveaux, au profit de pays à l'industrie du savoir déjà développée, mais toujours à la recherche de travailleurs de plus en plus compétents et à relativement bon marché. Il se trouve à l'heure actuelle une masse critique de travailleurs du savoir africains dans la diaspora et le continent ne cesse de pâtir de l'exode des cerveaux. Par ailleurs, la préférence donnée sur le marché du travail aux travailleurs possédant des qualifications générales en matière de gestion du savoir codifié affecte la demande pour les travailleurs moins qualifiés.

Si cette tendance se poursuit, l'Afrique s'en trouverait une fois de plus désavantagée, ce qui aggraverait les problèmes de chômage et réduirait la capacité des ressources humaines à répondre aux besoins des principales entreprises locales du savoir. Pour échapper à cette perspective, les pays africains devront trouver les moyens d'employer leur main d'œuvre qualifiée et de lui donner de nouvelles compétences pour qu'elle puisse relever les nouveaux défis.

Honorables experts,

Il faudra que des stratégies urgentes et novatrices soient mises en place et que les pays adoptent les démarches appropriées pour exploiter la nouvelle économie du savoir au service du développement. Les possibilités à cet égard ne manquent pas.

Par exemple, on estime le marché de la délocalisation des processus de gestion à 642 milliards de dollars des États-Unis par an, et ce chiffre est appelé à augmenter. C'est une possibilité que de nombreux pays africains peuvent exploiter, notamment en pratiquant des prix relativement bas et grâce à une main-d'œuvre hautement qualifiée et des fuseaux horaires avantageux. L'Inde a su le faire.

Tout indique que certains pays africains ont effectivement la capacité de tirer parti de la situation. D'après le rapport du Forum économique mondial sur la compétitivité de l'Afrique (édition de 2004), *L'Indice technologique* classe l'Afrique du Sud première sur 25 pays en matière de pénétration de la technologie dans l'économie, suivie de Maurice, de la Tunisie et du Botswana, tandis que le Kenya et l'Ouganda se classent huitième et dixième.

Une étude récente commandée par l'Union internationale des télécommunications (UIT), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) cite le cas du Village informatique d'Otigba au Nigéria- l'un des plus grands villages technologiques d'Afrique- où sont créés des emplois pour les diplômés hautement qualifiés en électronique et en informatique. Ces diplômés créent actuellement des entreprises de fabrication d'ordinateurs clonés, de technologies de retraitement (amélioration) et de vente de produits informatiques de marque. À la fin de 2004, plus de 5000 entreprises de ce type étaient en service.

La même étude montre comment l'Égypte profite de sa proximité géographique avec l'Europe et crée des centres d'appels en s'appuyant sur sa main-d'oeuvre qualifiée et multilingue. Les centres d'appels complètent les investissements du Gouvernement égyptien dans le domaine de la formation et de l'éducation, destinés à créer des emplois pour les 300 000 diplômés que produit le pays annuellement, et rapportent à ce dernier près de 400 millions de dollars par an.

Même dans le secteur agricole traditionnel, on assiste à une évolution continue des marchés, des techniques, de la consommation et de la concurrence qui impose aux fermiers et aux entreprises d'innover afin de soutenir la concurrence et d'assurer leur pérennité. Dans la région du lac Naivasha, important centre de floriculture au Kenya, la promotion de l'apprentissage technologique, de l'innovation et de la compétitivité a permis d'augmenter la productivité et les exportations dans le secteur.

**Honorables experts,
Mesdames et Messieurs,**

Les Sous-Comités du CODI aborderont, à n'en pas douter, toutes ces questions, chacun dans son optique propre.

S'agissant des statistiques de l'emploi, l'absence de données, en particulier celles relatives à l'emploi, représente une sérieuse entrave à l'élaboration de politiques et stratégies macroéconomiques efficaces fondées sur des faits concrets, ainsi qu'à la réalisation des OMD.

Comme vous le savez, les indicateurs économiques traditionnels ne permettent pas de mesurer l'impact du savoir, puisqu'ils ne peuvent saisir la performance économique en dehors de la valeur globale des biens et de services. Aussi, la nécessité de mettre au point de nouveaux indicateurs est-elle en soi la preuve du caractère unique de l'économie du savoir. Il s'agira pour les statisticiens, en ce qui concerne l'emploi dans cette économie, de revoir les indicateurs actuels et d'en élaborer de nouveaux qui permettent d'en mieux évaluer l'impact. En outre, il faudra disposer de nouveaux concepts économiques et de nouvelles mesures pour suivre le phénomène du savoir au-delà des transactions marchandes. De manière générale, Des indicateurs améliorés pour l'économie du savoir sont nécessaires pour mesurer les connaissances, leurs réseaux, leurs stocks, leurs flux et leurs produits.

S'agissant d'information géographique, nous avons besoin de données fiables pour étayer les décisions fondamentales que nous prenons et répondre aux questions de lieu que nous nous posons systématiquement à propos du développement économique et social: Où sont les bénéficiaires potentiels de telle ou telle mesure? Où sont les services qui s'occupent d'eux? Où sont les marchés ouverts aux produits? Où sont les services collectifs d'appui?

La gestion et l'utilisation efficaces des données spatiales sont indispensables pour le développement durable, l'exploitation et la gestion efficaces des ressources et la préservation de l'environnement. On estime en effet que plus de 80% de toutes les décisions que nous prenons font intervenir une question de lieu - « Où est...? » - avant d'être prises et appliquées.

En outre, le secteur de la géomatique est devenu un moteur important d'emplois, créant des emplois durables dans l'économie du savoir, qui vont de la collecte des données sur le terrain, au traitement, à l'établissement et la diffusion d'informations et de savoir. Globalement parlant, l'information géographique est un domaine de croissance pour le marché de l'emploi. Comment exploiter cet atout de manière cohérente dans nos États membres?

Pour ce qui est de **l'amélioration de l'aptitude à l'emploi grâce aux bibliothèques et à d'autres services d'information**, permettez-moi souligner qu'un accès fiable à l'information et au savoir est la base du développement humain. Le développement et le renforcement des capacités, aux niveaux individuel et institutionnel, dépendent de la capacité à partager, à appliquer et à créer du savoir. Malheureusement, la majorité des bibliothèques et des centres d'information en Afrique ne peuvent s'acquitter efficacement de leur rôle de sources fiables d'information et de savoir en raison d'un financement insuffisant, d'applications technologiques limitées, de formation et de programmes de développement atrophies et d'une infrastructure matérielle médiocre voire inexistante.

Par l'intermédiaire de son Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN), la CEA encourage le partage d'information et de savoir et l'accès aux ouvrages, aux documents, aux bases de données bibliographiques, aux informations générales et aux profils institutionnels en ligne.

Nous savons que malgré une profusion de savoir et d'information, la capacité de les utiliser de façon constructive fait généralement défaut. J'estime que la réunion actuelle de CODI est une occasion idéale de réfléchir à la façon dont les pays africains peuvent avoir accès à l'information et au savoir pour utiliser leurs ressources humaines au service de l'économie mondiale. Comment cela peut-il se faire? En plus de la nécessité de garantir une main-d'œuvre éduquée et hautement qualifiée, qui doit inclure les jeunes et femmes, nous devons développer notre infrastructure matérielle et institutionnelle et favoriser une politique et un cadre juridique propice à l'économie du savoir. En outre, une base solide de science et de technologie aidera les entreprises africaines, appuyées par des politiques d'investissement rationnelles, à favoriser la recherche et l'innovation. Tel est le principal enseignement tiré de l'expérience de la Corée du Sud.

En consacrant 3% de son PIB à la recherche-développement, la Corée a réalisé des percées décisives dans les domaines de l'informatique, des télécommunications et des biotechnologies. L'investissement dans la recherche s'est traduit par une augmentation des gains découlant des brevets et des technologies, avec des exportations de produits électroniques qui représentaient plus de 100 milliards de dollars au début 2006.

D'ici à votre départ, vendredi, j'espère que vous aurez formulé des recommandations concrètes que la CEA pourra intégrer dans ses programmes et ses activités. Nous disposons déjà d'un plan d'action sur l'économie du savoir, qui procède de la phase de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information. Vos recommandations nous aideront sans aucun doute à l'introduire dans le cadre général de l'Initiative «Société de l'information en Afrique».

Et lorsque vous rentrerez chez vous, je vous encourage à participer à l'exécution des plans d'action qui seront issus de la réunion. L'avenir de la création d'emplois dans l'économie du savoir en Afrique dépend des mesures que nous allons prendre à partir de maintenant.

Je vous remercie à nouveau de votre participation et vous souhaite de tenir des délibérations fructueuses.